

**No. 36559**

---

**France  
and  
China**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of China on cooperation in civil service matters. Beijing, 18 January 1999**

**Entry into force:** *1 June 1999, in accordance with article 8*

**Authentic texts:** *French and Chinese*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 3 April 2000*

---

**France  
et  
Chine**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en matière de coopération dans le domaine de la fonction publique. Beijing, 18 janvier 1999**

**Entrée en vigueur :** *1er juin 1999, conformément à l'article 8*

**Textes authentiques :** *français et chinois*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 3 avril 2000*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE  
EN MATIÈRE DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE LA  
FONCTION PUBLIQUE

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Populaire de Chine, ci-après désignés « les parties »,

Désireux de promouvoir et de développer les échanges et la coopération dans le domaine de la fonction publique sur la base de l'égalité, de la réciprocité et des intérêts mutuels entre les deux parties,

Sont convenus de ce qui suit :

*Article Premier*

Les parties assurent le développement de la coopération et des échanges bilatéraux dans le domaine de la fonction publique, en vertu des lois et règlements en vigueur dans chacun des États.

*Article 2*

Les actions de coopération découlant du présent Accord peuvent prendre la forme de :

1. Visites échangées au niveau ministériel.
2. Missions professionnelles d'étude.
3. Échanges d'experts pour assurer des actions de formation.
4. Accueil des stagiaires.
5. Organisation de séminaires.
6. Recherches conjointes sur des sujets d'intérêt commun.
7. Échanges de documentation et de publications.
8. Autres formes de coopération convenues par les deux parties.

*Article 3*

Les thèmes qui peuvent être développés dans le cadre du présent Accord sont :

1. L'organisation et le fonctionnement de la fonction publique.
2. La gestion des ressources humaines dans le secteur public.
3. Les collectivités locales.
4. Le contrôle de l'administration.
5. La modernisation de l'administration.

6. La recherche en sciences administratives.
7. Autres thèmes de coopération convenus par les deux parties.

*Article 4*

Chaque partie désigne et notifie à l'autre partie, par voie diplomatique, les administrations chargées de la mise en oeuvre du présent Accord.

*Article 5*

1. Afin de mettre en application le présent Accord, les deux parties conviennent de créer un Groupe de travail mixte dans le domaine de la Fonction publique, qui est habilité à traiter des projets de coopération franco-chinoise dans le domaine de la fonction publique. Ce Groupe se réunit chaque année, au début de l'automne, alternativement dans chacun des États.

2. Ce Groupe de travail sera chargé :

- de coordonner l'ensemble des actions de coopération menées dans le cadre de l'application du présent Accord,
- d'évaluer l'ensemble des actions de coopération menées dans le cadre de l'application du présent Accord,
- d'établir un programme annuel de travail en fonction des priorités des deux parties,
- de déterminer les conditions de mise en oeuvre des projets retenus.

3. Les actions de coopération découlant des accords particuliers de coopération administrative, conclus à ce jour entre établissements de formation des deux États, sont examinées et adoptées par le Groupe de travail mixte prévu à l'alinéa précédent.

4. Le Groupe de travail mixte comprend des représentants des parties.

5. Les frais inhérents à la réunion du Groupe de travail mixte seront pris en charge respectivement par les deux parties : les frais de transports internationaux et de séjour des participants du Groupe de travail sont supportés par le pays d'envoi. Le pays d'accueil facilite le bon déroulement du séjour de la délégation du pays d'envoi et supporte les frais d'organisation matérielle des réunions selon un principe de réciprocité.

6. Les projets retenus dans le cadre de l'exécution du présent Accord sont exécutés dans la limite des ressources budgétaires des deux parties.

*Article 6*

Les différends portant sur l'interprétation et l'application du présent Accord seront réglés par les administrations visées à l'Article 4 au moyen de consultation. Les différends qui ne seront pas ainsi résolus le seront par voie diplomatique.

*Article 7*

Toute modification du présent Accord doit être convenue entre les parties par écrit et par voie diplomatique et prend effet conformément aux stipulations de l'Article 8 régissant l'entrée en vigueur.

*Article 8*

Le présent Accord prend effet le premier jour du deuxième mois après la notification réciproque par les deux parties de l'accomplissement des procédures légales dans leurs pays respectifs.

Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans et sera prorogé par tacite reconduction pour une nouvelle durée de cinq ans et ainsi de suite, sauf si l'une des parties notifie à l'autre partie, par écrit et six mois avant l'expiration de la période de validité en cours, l'intention de le dénoncer.

Fait à Pékin, le 18 janvier 1999, en deux originaux, chacun en langue française et en langue chinoise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française :

EMILE ZUCCARELLI

Pour le Gouvernement de la République Populaire de Chine :

DONG DEFU

[ CHINESE TEXT — TEXTE CHINOIS ]

## 法兰西共和国政府和中华人民共和国 政府关于公务员制度的合作协定

法兰西共和国政府和中华人民共和国政府(以下简称“双方”),为促进和发展双方在平等、互惠、互利的基础上开展公务员制度的交流与合作,达成如下合作协定:

### 第一条

双方将遵循各自国家现行的法律和法规,开展在公务员制度领域的双边交流与合作。

### 第二条

本协定范围内的合作将采取以下形式:

- (一) 部级互访;
- (二) 专业考察团;
- (三) 互派专家讲学;
- (四) 接待实习生;
- (五) 举办研讨会;
- (六) 双方就共同感兴趣的专题开展研究;
- (七) 交换资料和刊物;
- (八) 双方同意的其它合作形式。

### 第三条

本协定范围内的合作将包括下述内容:

- (一) 公职部门的组织机构和运行;
- (二) 公共部门的人力资源管理;

- (三) 地方行政单位;
- (四) 对行政部门的监督;
- (五) 行政部门的现代化;
- (六) 行政科学研究;
- (七) 双方同意的其它合作内容。

#### 第四条

双方将指定各自负责执行本协定的行政机构,并通过外交途径通知对方。

#### 第五条

一、为执行本协定,双方同意成立公职部门的混合工作小组。该小组负责处理中法在公务员制度方面的合作项目。混合工作小组每年初秋召开一次会议。会议在两国轮流举行。

二、混合工作小组的职责包括:

- (一) 对实施本协定中所涉及的各项合作活动进行协调;
- (二) 评估实施本协定而进行的各项合作活动;
- (三) 双方根据各自优先考虑项目制定年度合作计划;
- (四) 确定合作项目条件。

三、两国培训机构已签订的行政合作协议范围内的各项合作活动将由本条第二款提及的混合工作小组负责审查和通过。

四、混合工作小组由双方代表组成。

五、混合工作小组的会议费用由双方承担;派遣方负担该方工作小组成员的国际旅费和逗留期间费用。接待方将为派遣方代表团的生活提供便利,并按照互惠原则负责有关会议费用。

六、实施本协定范围内的合作项目应在双方预算资金允许的范围内进行。

#### 第六条

对本协定的解释和执行而出现的分歧将由第四条所指的行政

机构通过协商解决。不能解决的分歧将通过外交途径解决。

### 第七条

本协定的修改需经双方通过外交途径书面同意，并按第八条有关生效条款规定生效。

### 第八条

本协议自双方完成各自国内法律程序并相互通知之日的下一个月的第一天起生效。

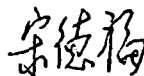
本协议有效期五年。除非任何一方在有效期满前六个月以书面形式通知另一方终止本协议，本协议将自动延长五年，并依此法顺延。

本协议于一九九九年一月十八日在北京签订，一式两份，每份均用中文和法文写成，两种文本同等作准。

法兰西共和国政府  
代 表



中华人民共和国政府  
代 表



[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC  
OF CHINA ON COOPERATION IN CIVIL SERVICE MATTERS

The Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of China, hereinafter referred to as "the Parties",

Desiring to promote and develop exchanges and cooperation in civil service matters based on equality, reciprocity and the mutual interests of both Parties,

Have agreed on the following:

*Article 1*

The Parties shall ensure the development of cooperation and bilateral exchanges in civil service matters, in accordance with the laws and regulations in effect in each of the States.

*Article 2*

Cooperation activities arising out of this Agreement may take the form of :

1. Exchange of visits at the ministerial level.
2. Professional study missions.
3. Exchanges of experts for training purposes.
4. Internships.
5. Organization of seminars.
6. Joint research on subjects of mutual interest.
7. Exchanges of documentation and publications.
8. Other forms of cooperation agreed by the two Parties.

*Article 3*

The topics which may be developed within the framework of this Agreement are:

1. Organization and functioning of the civil service.
2. Human resources management in the public sector.
3. Local authorities.
4. Monitoring of the civil service.
5. Modernization of the civil service.
6. Research in administrative sciences.
7. Other cooperation topics agreed by the two Parties.



*Article 4*

Each Party shall designate the authorities responsible for implementation of this Agreement and notify the other Party accordingly through the diplomatic channel.

*Article 5*

1. For the purposes of the implementation of this Agreement, the two Parties agree to establish a joint working group on the civil service to deal with French-Chinese cooperation projects concerning the civil service. The group shall meet in early autumn each year, alternately in each of the States.

2. The working group shall be responsible for:

- Coordination of all cooperation activities under this Agreement,
- Evaluation of all cooperation activities under this Agreement,
- Establishment of an annual programme of work reflecting the priorities of the two Parties,
- Arrangements for the implementation of projects selected.

3. Cooperation activities arising out of specific administrative cooperation agreements concluded previously between training institutions of the two States shall be reviewed and adopted by the joint working group mentioned above.

4. The joint working group shall be composed of representatives of the Parties.

5. Costs relating to meetings of the joint working group shall be borne by the two Parties as follows: the costs of international transportation and accommodation for working group participants shall be borne by the sending country. The host country shall facilitate the smooth organization of the visit by the sending country's delegation and shall bear the cost of organizing the meetings, based on the principle of reciprocity.

6. Projects selected within the framework of the implementation of this Agreement shall be executed within the limits of the budgetary resources available to the two Parties.

*Article 6*

Disputes regarding the interpretation and implementation of this Agreement shall be settled by the authorities mentioned in article 4 through consultation. Disputes not resolved in that manner shall be resolved through the diplomatic channel.

*Article 7*

Any amendment to this Agreement must be accepted by the Parties in writing and through the diplomatic channel and shall take effect in accordance with the provisions of article 8 concerning entry into force.

*Article 8*

This Agreement shall take effect on the first day of the second month following mutual notification by the two Parties that the required legal procedures in their respective countries have been completed.

This Agreement shall remain in effect for a period of five years automatically renewable for subsequent five-year periods, unless one of the Parties notifies the other Party in writing, six months before the expiry of the current period of validity, of its intention to terminate this Agreement.

Done at Beijing on 18 January 1999, in two originals, in the French and Chinese languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

EMILE ZUCCARELLI

For the Government of the People's Republic of China:

DONG DEFU